

ETAT D'AVANCEMENT DU PROJET – Deuxième trimestre 2009

Numéro du Projet : PBF/CAF/B-3	Domaine Prioritaire : Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS)
Nom du Projet : <i>Projet d'Appui au démarrage du processus Désarmement, Démobilisation et Réintégration des groupes Armés</i>	
Organisation des Nations Unies Bénéficiaire : Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	Autorité Nationale : Ministère du Plan, Economie et de la Coopération Internationale, Ministère de la Défense Nationale, Ministère de la Communication, Ministère de la Justice, Garde des Sceaux, Ministère des Affaires sociales, de la Solidarité Nationale et de la Famille, Comité de Pilotage DDR
Date d'approbation du Comité de Pilotage : 1 Avril 2009	Budget Total : USD 3 955 710
Zone d'intervention : Préfectures de Nana Gribizi, Ouham, Ouham Pendé, Haute Kotto, Bamingui Bangoran et Vakaga	
<p>Description du projet : Le présent projet vise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une part à développer et renforcer les capacités du gouvernement centrafricain, de l'entité d'exécution du programme et des partenaires pour élaborer et mettre en œuvre une stratégie de DDR acceptée par l'ensemble des parties prenantes -d'autre part à préparer un plan opérationnel détaillé pour la mise en œuvre du programme DDR portant sur le désarmement et la démobilisation des combattants. 	
Objectif global : L'objectif global de ce projet est de concourir au renforcement de la sécurité et de la paix en RCA notamment en permettant de conduire les actions préliminaires au lancement du programme DDR	
<p>Objectifs immédiats : 1. Renforcer les capacités institutionnelles nécessaires pour l'élaboration et la mise en œuvre du prochain programme DDR, efficace, durable et accepté par l'ensemble des parties prenantes et intégrant les dimensions Genre et Droits humains.</p> <p>2. préparer un plan d'opérations conjointes (POC), entreprendre les études socio-économiques et élaborer une campagne d'information /communication / sensibilisation détaillé pour la mise en œuvre du programme DDR portant sur le désarmement et la démobilisation des combattants</p>	
<p>Résultats escomptés: 1.organisme d'exécution du programme est doté des capacités techniques et de gestion nécessaires pour le suivi et la mise en œuvre du programme ; 2. Les membres du Comité de pilotage chargé de définir les orientations stratégiques et suivre la mise en œuvre et la coordination du programme sont dotés de capacités et connaissances leur permettant d'assurer/suivre la formulation d'une stratégie nationale DDR ; 3. Les structures institutionnelles de mise en</p>	

<p>œuvre du programme sont opérationnelles ; 4. Un document de programme DDR intégrant les dimensions Genre et Droits humains est adopté ; 5. Une stratégie de mobilisation des ressources financières est élaborée et les ressources financières nécessaires à la mise en œuvre du programme DDR sont mobilisées. 6. les critères d'éligibilité cohérents sont établis ; les combattants et associés y répondant sont identifiés et répertoriés ; 7. Les profils socio-économiques des futurs démobilisés, les besoins des communautés d'accueil et des groupes vulnérables ainsi que les opportunités économiques adaptées à l'ensemble de ces besoins sont connus ; 8. Une campagne de sensibilisation au programme DDR est conçue et mise en œuvre</p>		
<p>Activités clés : une première phase consistant à développer et renforcer les capacités du gouvernement centrafricain, de l'entité d'exécution du programme et des partenaires clés pour élaborer et mettre en œuvre une stratégie DDR acceptée par l'ensemble des parties prenantes ;</p> <p>-une deuxième phase consistant en la démobilisation des combattants des mouvements politico-militaires.</p>		
Durée du projet : 18 mois	Date de démarrage : Avril 2009	Date de clôture : Octobre 2010
Date de démarrage effectif : Avril 2009		Retard prévu : 4 mois en raison des arrangements nécessaires pour le déploiement des Observateurs Militaires de la CEEAC
<p>Raisons/commentaires : Le lancement du processus DDR fait suite aux accords de paix, notamment de «l'Accord de Paix Global» (APG) signé à Libreville en Juin 2008 et aux travaux du Comité de Suivi de l'APG. Le «Document cadre sur le lancement du processus DDR en RCA» signé entre les parties à l'issue de la Troisième réunion du Comité de Suivi le 20 Novembre 2008, décrit notamment les modalités de mise en œuvre du DDR en RCA, les rôles, responsabilités et tâches des différents acteurs. Ainsi entre autres, le processus de vérifications de listes des combattants est confié aux observateurs militaires de la Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale (CEEAC). Le déploiement des observateurs militaires est notamment retardé pour des raisons internes à la CEEAC. Suite à la mission du Comité de Pilotage à Libreville, la CEEAC a programmé le déploiement des observateurs militaires pour mi aout 2009 l'achèvement du processus de vérification à mi novembre 2009. Par conséquent, la date du désarmement envisageable pour début décembre.</p>		

Dépenses et taux d'exécution

Dépenses déjà engagées :	\$ 518 223
Taux d'exécution budgétaire :	13 %

Réalisations par rapport aux objectifs et aux résultats :

Résultat	Activités prévues	Réalisations
Résultat 1 L'organisme d'exécution du programme est doté des capacités techniques et de gestion nécessaires pour le suivi et la mise en œuvre du programme		
	1.1. Recruter le personnel essentiel pour le démarrage du programme DDR (6 mois);	Trois experts internationaux ont été mobilisés initialement pour le démarrage du processus. Après les premiers trois mois, le contrat de l'un des trois n'a pas été renouvelé. Le processus de recrutement du personnel international et national de l'unité de gestion du projet est en cours.
	1.2. Identifier et réhabiliter les locaux pour l'Unité de gestion du projet (UGP) ;	Le Gouvernement vient de mettre des locaux à disposition et a décidé de prendre la réhabilitation en charge.
	1.3. Acquérir l'équipement nécessaire pour l'UGP et les zones de regroupement (véhicules, équipements informatiques, d'enregistrement, tentes, de campement, groupes électrogènes, repas, kits de réinsertion, etc.)	Tous les équipements sauf les kits de réinsertion ont été commandés (2 ordinateurs et 2 voitures déjà livrés et le reste attendue d'ici septembre/octobre 2009).
Résultat 2 Les membres du Comité de pilotage chargés de définir les orientations stratégiques et suivre la mise en œuvre et la coordination du programme sont dotés de capacités et connaissances leur permettant d'assurer/suivre la formulation d'une stratégie nationale DDR		
	2.1. Recruter le personnel pour le Secrétariat du Comité de pilotage ;	Le processus de recrutement du personnel est en cours de finalisation avec la signature prochaine du contrat.
	2.2. Equiper le Secrétariat du Comité de pilotage (deux ordinateurs portables et accessoires);	En cours
	2.3. Mettre des moyens de fonctionnement à la disposition du	Le fonctionnement du Secrétariat est assuré avec l'appui du PNUD à travers les ressources du projet et l'assistance d'une

	Comité de pilotage;	partie de son personnel (notamment Unité Gouvernance et Prévention des Crises, Bureau du Représentant Résident a.i., Sections ITC et Communication) en attendant la mise en place du personnel propre du Secrétariat.
	2.4. Organiser des sessions d'information/formation pour les membres du CP et les partenaires nationaux impliqués dans le processus du DDR notamment sur les standards internationaux et les leçons apprises ailleurs en matière de DDR afin de permettre à tous d'être au même niveau d'information ;	Activité en cours
	2.5. Organiser des missions d'information et de distribution des formulaires et autres consommables pour la préparation des listes des combattants ;	Cette activité est finalisée pour trois des mouvements politico-militaires. Il reste à conduire le processus pour les deux autres mouvements (MLCJ en raison d'une dissidence intervenue au sein de mouvement et qui a retardé le processus et FDPC).
Résultat 3 Les structures institutionnelles de mise en œuvre du programme sont opérationnelles		
	3.1. Définir les structures décentralisées DDR envisagées dans le Règlement intérieur du CP DDR ;	Réflexions à engager
	3.2. Mettre en œuvre le schéma retenu dans le cadre de la réflexion sur les structures décentralisées du	Inachevé

	programme DDR	
Résultat 4 Un document de programme DDR intégrant les dimensions Genre et Droits humains est adopté		
	4.1. Elaborer un programme DDR avec une dimension Genre et attention aux aspects Droits humains ;	Document finalisé.
	4.2. Organiser un atelier de validation du Document de programme élargi à tous les acteurs pertinents avant son adoption par le CP	Des réunions de travail avec l'ensemble acteurs nationaux (du gouvernement de la société civile, etc.) et internationaux (des Nations Unies et autres partenaires) et autres partenaires impliqués dans le processus DDR, ont été organisées avant la présentation de Prodoc au CP. Le Prodoc a été validé par le CP.
Résultat 5 Une stratégie de mobilisation des ressources financières est élaborée et les ressources financières nécessaires à la mise en œuvre du programme DDR sont mobilisées.		
	5.1. Sensibiliser et rechercher des fonds auprès des partenaires potentiels ;	La Commission Européenne, la Banque Mondiale, la France, la Belgique et autre bailleurs de fonds potentiels sont inclus dans toutes les activités du CP (directement ou indirectement).
	5.2. Mettre en place un Fonds fiduciaire pour le programme DDR.	Le Fonds fiduciaire est mis en place et une note d'information a été préparée (notamment sur sa description, ses modalités d'alimentation et de gestion) et distribuée aux partenaires potentiels.
Résultat 6 Les critères d'éligibilité cohérents sont établis ; les combattants et associés y répondant sont identifiés et répertoriés.		
	6.1. Faire adopter le statut de combattant, les critères d'éligibilité ;	Critères d'éligibilité ont été adoptés par le CP
	6.2. Apporter un appui à la soumission des listes définitives des	A l'exception des listes de deux mouvements politico militaires (le MLCJ qui a donné une estimation et le FDPC qui vient de rejoindre le CP après la signature avec le Gouvernement le 03

	combattants par les groupes politico-militaires et des zones de rassemblement	juin 2009 à Syrte/Libye d'un accord d'adhésion au processus de paix), les listes des trois autres mouvements ont été soumises au CP. Les Zones DDR ont été identifiées et soumises à la MICOPAX pour identification des Sites DDR dans les localités mentionnées.
	6.3. Valider le programme d'opérations conjointes (POC)	Le plan des Opération Conjoint (POC) a été élaboré et adopté par le CP.
Résultat 7 Les profils socio-économiques des futurs démobilisés, les besoins des communautés d'accueil et des groupes vulnérables ainsi que les opportunités économiques adaptées à l'ensemble de ces besoins sont connus.		
	7.1. Recruter des consultants et enquêteurs pour entreprendre une étude approfondie sur certains aspects notamment sur le profil socio-économique et les besoins/attentes avec une dimension Genre, les opportunités socio-économiques correspondantes, les structures de formation et d'encadrement	Un consultant international et cinq experts nationaux ont été recrutés pour les activités préparatoires liées à l'étude socio économique notamment dégager les éléments pour les termes de référence et le cadre de l'étude qui doit se dérouler en 4 phases et durer de 4 mois. L'appel à soumission est en voie d'être lancé.
	7.2. Diffuser les études produites auprès de toutes les parties prenantes dans le cadre d'une série d'ateliers de restitution et organiser des séances de réflexion sur les conclusions de ces études afin de guider la stratégie de réintégration durable des démobilisés et l'approche communautaire	Activité non commencée parce que devant utiliser les résultats de l'étude socio-économique.
Résultat 8 Une campagne de sensibilisation au programme DDR est conçue et mise en œuvre		
	8.1. Définir et mettre en œuvre une	Activité non commencée du fait que une bonne partie des

	campagne d'information / sensibilisation / communication destinées aux ex-combattants et aux bénéficiaires potentiels, expliquant le contenu et les critères du programme DDR, par le biais d'une variété de médias avec utilisation de messages en image	éléments de détails concernant notamment ceux à la réintégration ne sont pas encore définies, en particulier, certains des éléments liés à l'utilisation des fonds CEMAC par le gouvernement. Dans l'intervalle, le PNUD a entamé le processus de recrutement d'un consultant international pour une durée de deux mois, parallèlement au recrutement des deux experts nationaux pour l'information/sensibilisation/communication.
	8.2. Définir et mettre en œuvre une campagne d'information / sensibilisation / communication auprès des communautés d'accueil, expliquant le contenu et les critères du programme DDR, et transmettant les objectifs de pardon et réconciliation	Activité non commencée. Voir explication au 8.1.

Défis rencontrés et plan d'action

Défis et difficultés rencontrés :	<p>Le DDR étant un processus hautement politique et exigeant un certain niveau de financement, le projet doit faire face à des obstacles politiques, programmatiques, opérationnels et financiers. En outre, amener tous les mouvements politico-militaires à participer au processus et siéger au CP est un défi à relever.</p> <p>Du point de vue programmatique, la budgétisation de la participation Gouvernementale (fonds CEMAC) à travers par une activité parallèle doit être détaillée avec une allocation (ou des allocations) budgétaire(s) précises et des liens concrets pour la réinsertion notamment concernant les mesures intérimaires en faveur des ex combattants des membres des communautés.</p> <p>Du point de vue opérationnel, le plus grand défi est le déploiement des observateurs militaires CEEAC qui doivent procéder à la vérification des listes. Le estimatif du coût de ce déploiement est en cours de révision suite aux orientations données par le CP. Il s'agira ensuite de procéder à la mobilisation des ressources afférentes. Par ailleurs, les capacités de la MICOPAX doivent</p>
--	---

	<p>être renforcées pour le désarmement/démobilisations ainsi qu'à la sécurisation des communautés d'accueil.</p> <p>Du point de vue financier, le budget PBF a servi à démarrer le processus et va permettre de couvrir les frais opérationnels et les salaires pendant six mois. Par conséquent, un manque de fonds pour les salaires et les activités opérationnelles d'un montant de 1,75 million de dollars reste à rechercher auprès de partenaires.</p>
<p>Mesures envisagées pour attraper le retard d'exécution des objectifs :</p>	<p>Une mission a été déjà organisée à Libreville Gabon, du 25 Juin au 27 Juin, pour présenter les activités à la CEEAC et demander un appui nécessaire pour le déploiement des Observateurs Militaires et pour le renforcement de la capacité de MICOPAX.</p>

Appréciation globale par rapport à la réalisation des objectifs et résultats :

Comme mentionné plus haut il y a un nombre de défis qui se présentent au processus de DDR. Cependant, il faut dire qu'il y a eu des avancées importantes qui méritent d'être soulignées notamment l'adoption des critères d'éligibilité, la présence du Président du MLCJ au CP et l'adhésion du FDPC au processus et la présence de son représentant au CP, l'adoption du document de projet et du plan d'opérations conjointes (POC) par le CP, l'engagement du Gouvernement à utiliser les fonds CEMAC pour le DDR, l'octroi de locaux à l'Unité de gestion du projet et le lancement du processus de recrutement de son personnel.